
Les flux de capitaux chinois participent-ils au développement des filières agricoles camerounaises ?

Fred Eka

Université de Douala. Département d'Analyses et Politiques Economiques. Groupe de Recherche en Economie et Gestion (GREG). BP 4032 Douala (Cameroun). E-mail : ekafred@gmail.com

Reçu le 26 juillet 2021, accepté le 17 août 2021, publié en ligne le 28 août 2021

RESUME

Description du sujet. Le Cameroun est le premier pays où la Chine a le plus investi sur les terres agricoles en Afrique, ce qui a ravivé les tensions au sein de l'opinion publique camerounaise. Des moyens renouvelés, de nouveaux experts, un meilleur suivi et la volonté de rentabiliser des investissements agricoles ont été mobilisés. C'est dans ce contexte qu'une étude a été réalisée de janvier 2018 à juin 2021.

Objectif. Cet article vise à analyser les différents investissements chinois dans l'agriculture camerounaise. Il s'agit d'identifier les filières concernées et de vérifier si ces investissements sont réalisés directement par l'Etat chinois ou par les entreprises à capitaux publics.

Méthodes. Les données secondaires utilisées dans cette étude proviennent de la China Africa Research Initiative (CARI) et de l'International Trade Center à partir des données de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun et de l'UN COMTRADE.

Résultats. Les résultats de l'étude ont montré que les investissements directs à l'étranger ne sont pas comptabilisés dans le montant de l'aide au développement et regroupent plusieurs acteurs aux stratégies diverses. Au Cameroun, ces investissements chinois concernent souvent les filières bois, coton, cacao et hévéa. En effet, les petites exploitations de ces filières sont compromises par le vieillissement des agriculteurs, les faibles niveaux d'efficacité technique, le manque de subventions gouvernementales et de programmes de crédit.

Conclusion. La production de semences améliorées ainsi que la création de nouvelles et grandes plantations doivent faire parties de la stratégie globale du développement agricole au Cameroun. Des études sur des politiques d'optimisation des performances agricoles, les semences améliorées et la rentabilité des exploitations sont nécessaires.

Mots-clés : Investissements chinois, filières agricoles, acteurs, efficacité technique, Cameroun.

ABSTRACT

Do Chinese capital flows participate in the development of Cameroonian agricultural sectors?

Description of the subject. Cameroon is the first country where China has invested the most in agricultural land in Africa, which has rekindled tensions within Cameroonian public opinion. Renewed resources, new experts, better monitoring and the desire to make agricultural investments profitable have been mobilized. It is in this context that a study was carried out from January 2018 to June 2021.

Objective. This article aims to analyze the different Chinese investments in Cameroonian agriculture. It is a question of identifying the sectors concerned and verifying whether these investments are made directly by the Chinese state or by state-owned enterprises.

Methods. The secondary data used in this study comes from the China Africa Research Initiative (CARI) and the International Trade Center using data from the National Institute of Statistics (INS) of Cameroon and UN COMTRADE.

Results. The results of the study showed that direct investment abroad are not counted in the amount of development aid and bring together several actors with different strategies. In Cameroon, these Chinese investments often concern the wood, cotton, cocoa and rubber sectors. Indeed, the small farms of these sectors are compromised by the aging of the farmers, the low levels of technical efficiency, the lack of government subsidies and credit programs.

Conclusion. The production of improved seeds as well as the creation of new and large plantations must be part of the overall strategy for agricultural development in Cameroon. Studies on policies to optimize agricultural performance, improved seeds and farm profitability are needed.

Keywords: Chinese investments, agricultural sectors, actors, technical efficiency, Cameroon.

1. INTRODUCTION

Les flux de capitaux émergents ont connu ces dernières années, un essor considérable, mais il est difficile d'apprécier leur impact sur les pays en développement. Ces flux ont certes été associés à une accélération de la croissance dans certains pays, mais ils ont également été corrélés à une plus forte incidence des crises (World Bank, 2001).

En Afrique subsaharienne, ces flux sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. Leur augmentation est rendue difficile à cause de la crise sanitaire de la covid-19 qui a provoqué des sorties de capitaux sans précédent des marchés émergents, notamment en Chine atteignant 95 milliards de dollars en mars.

La Chine est un partenaire stratégique dans le développement du Cameroun. Elle finance de nombreux grands projets d'infrastructures énergétiques, routières, portuaires, sportives, sanitaires, etc. La coopération entre le Cameroun et la Chine est diversifiée et l'amitié sino-camerounaise peut être considérée solide. Les relations entre les deux pays basés notamment sur le commerce bilatéral se déroulent sur la base de volonté et bénéfice, en tenant compte des avantages comparatifs réciproques.

La Chine, qui est présente depuis les années 1950 en Afrique, apporte une expérience différente de celle des partenaires traditionnels, dont la France. Cette expérience plurielle est historiquement diffusée par l'aide au développement et ses représentants (techniciens, ingénieurs, etc.).

Avec la diversité des acteurs chinois en Afrique, les modes opératoires et les objectifs se complexifient. En plaçant l'agriculture comme priorité dans ses relations avec le continent africain, et notamment lors des Forums de coopération Chine-Afrique (FOCAC), la Chine entend contribuer au développement de ce secteur qui reste primordial dans les économies formelles et informelles des Etats subsahariens.

Les travaux de recherche concernant l'agriculture restent limités en Afrique subsaharienne (Chaponnière, 2011). Les données statistiques montrent que la présence chinoise au Cameroun est un phénomène relativement récent. Le premier programme d'aide de la Chine dans la filière agricole camerounaise remonte à 1993, il concernait un projet de production de légumes et champignons. Depuis lors, la Chine a renforcé sa présence avec les principaux projets comme le Centre de démonstration agricole (CATAC) et la

création d'un lycée technique agricole dans la ville de Yabassi.

Cet article vise à analyser les différents investissements chinois dans l'agriculture camerounaise. Il s'agit de s'intéresser aux investissements agricoles chinois en posant les questions suivantes : qui sont ces investisseurs chinois ? Ces investissements sont-ils le fait de l'État chinois, illustrés par ses entreprises à capitaux publics pour mener à sa place ses propres stratégies, ou bien par des acteurs qui sont certes publics, mais indépendants des politiques gouvernementales ? Enfin, comment les dirigeants camerounais peuvent-ils maximiser les avantages des flux de capitaux chinois tout en limitant les risques ?

L'étude présente en détail deux filières agricoles présentant un intérêt particulier, le cacao et l'hévéa. Elle donne des informations sur le renforcement des capacités des populations à se prendre en charge en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

2. METHODOLOGIE

Les données secondaires utilisées dans cette étude proviennent de la China Africa Research Initiative (CARI) et de l'International Trade Center à partir des données de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun et de l'UN COMTRADE depuis janvier 2018. Par ailleurs, les travaux du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont été consultés.

Pour appuyer les données secondaires, après quatre années de recherche sur les relations sino-camerounaises (Eka, 2021), une étude de terrain a été réalisée au début de l'année 2021 à Yaoundé. Des dizaines d'entretiens ont été effectués avec les principaux acteurs concernés : le Ministère camerounais de l'Agriculture, le Bureau économique et commercial chinois, les investisseurs chinois, les représentants syndicaux et associatifs des filières concernées, les institutions de recherche et les centres techniques agronomiques et agricoles camerounais, les centres de recherche français, etc.

3. RESULTATS ET DISCUSSION

3.1. Typologie des acteurs et les modalités de la présence chinoise au Cameroun

Depuis 2000 et le premier FOCAC, les relations sino-camerounaises tendent à se diversifier et à

augmenter. Les investissements publics chinois dans les filières agricoles camerounaises suggèrent de pouvoir distinguer, ce qui relève des interventions privées de la coopération publique bilatérale. Les premières ne sont pas analysées ici et constituent les investissements réalisés à l'étranger par des ressortissants chinois dans des sociétés de droit camerounais. La seconde modalité, quant à elle, est au cœur de la politique africaine chinoise depuis le milieu des années 1990.

Il y'a une confusion entre les investissements publics chinois et la coopération. Ce que nous appelons « coopération » intègre l'aide au développement, une aide chinoise au sens de l'OCDE (2008b), et qui, en plus de l'assistance technique et des remises de dettes, comprend trois formes d'interventions : les dons, les prêts sans et avec intérêts (concessionnels). Ces derniers doivent être assimilés à des investissements publics et sont majoritairement octroyés et garantis par l'Export & Import Bank of China.

Il convient aussi de souligner selon Richet (2013) que les prises de participation sont des investissements indépendamment de leurs formes d'investissement (OCDE, 2008a). Dans le cadre de cette étude, deux principales sources. Les flux ayant pour origine les principales entreprises publiques chinoises, sous tutelle centrale (ETC) et plus précisément celles de la State-Owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC, 2014), agence publique placée sous l'autorité du Conseil des affaires de l'État dirigé par le Premier Ministre.

Les acteurs chinois présents en Afrique subsaharienne peuvent être classés selon leur statut, privé ou public. Les entreprises publiques sont généralement encadrées par l'Ambassade et le Bureau économique et commercial ; il s'agit de grands groupes à capitaux publics sous tutelles centrales (ETC) qui détiennent en moyenne 80 % du stock d'investissement direct chinois à l'étranger—ou locales (ETL) illustrées à travers leurs filiales. C'est leur importance économique - tant en Chine qu'à l'étranger - conjuguée à leur proximité avec le pouvoir central qui justifient que ces entreprises se distinguent des autres entreprises et agissent parfois comme un vecteur effectif de la politique chinoise en Afrique (Pairault, 2013). Les employés chinois sont rémunérés par le gouvernement ou par une entreprise publique, de rang étatique ou provincial.

Tous ces acteurs peuvent exercer leurs activités dans les IDE ou prises de participation des entreprises étrangères. Il faut aussi intégrer dans cette catégorie les coentreprises sino-camerounaises, qui sont une forme d'investissement public assimilée à de l'aide selon Pékin. Dans cette étude, les prestations de service, qu'elles soient

réalisées par des entreprises à capitaux publics ou privés, ne sont pas prises en compte.

Malgré qu'ils ne soient pas intégrés à la coopération, les flux commerciaux bilatéraux soutiennent également ce rehaussement des relations sino-camerounaises. La Chine représente depuis 2013 le premier fournisseur de produits du Cameroun. Le montant des produits importés par le Cameroun depuis la Chine s'élevait à plus de 1 Md USD en 2016 (plus d'un cinquième du total), soit quasiment le double du montant atteint en 2010. A l'inverse, la Chine ne représente que le cinquième client du Cameroun avec un total de 150 M USD de produits exportés en 2016 (soit 7 % des exportations du pays). La structure des échanges est donc très déséquilibrée, au profit de la Chine (DG Trésor, 2018).

Les importations chinoises se concentrent essentiellement sur les matières premières, les deux tiers d'entre elles concernent le bois, le coton et le cacao. En échange, la Chine exporte principalement des appareils électroniques (téléphones, télévisions, panneaux solaires), des matériaux ferreux (barres, produits laminés) et des engins mécaniques (notamment des turbines hydrauliques).

Le Cameroun a l'avantage comparatif en exportation des matières premières, et la Chine a l'avantage comparatif en exportation des produits industriels, c'est la complémentarité économique entre les deux pays. Le marché chinois est ouvert et énorme, ce qui représente une grande opportunité pour les produits camerounais. Le Cameroun exporte ses matières premières non seulement vers la Chine, mais aussi vers d'autres marchés internationaux. Il faut rappeler que le problème structurel dans le commerce bilatéral est principalement à l'origine de la structure sectorielle de l'économie du Cameroun et de ses produits. La Chine ne cherche pas nécessairement une balance commerciale favorable mais mobilise toujours ses efforts pour élargir l'importation des produits camerounais, surtout l'importation des produits manufacturés compétitifs qui peuvent satisfaire aux besoins du marché chinois.

Outre le commerce bilatéral, la Chine affirme son empreinte au Cameroun par la présence de plusieurs entreprises qui réalisent de grands projets d'infrastructures ou sont positionnées sur des secteurs stratégiques. C'est le cas du pétrolier Addax Petroleum (filiale du géant Sinopec), deuxième producteur de brut du Cameroun avec 30 % des parts de marché, ou du constructeur China Harbour Engineering Corporation (CHEC), bâtisseur du port de Kribi et également adjudicataire du terminal à conteneur dans le consortium composé avec Bolloré Africa Logistics et de CMA-CGM depuis 2015 (DG Trésor, 2018).

Selon l'Institut national de la statistique (2018), près de 172 entreprises chinoises sont installées au Cameroun, ce qui fait de la Chine le pays non continental le plus représenté en nombre d'implantations.

3.2. Produits échangés entre la Chine et le Cameroun

Les principaux produits échangés entre la Chine et le Cameroun sont présentés au tableau 1.

Tableau 1. Principaux produits échangés entre la Chine et le Cameroun

Nom des produits exportés	Valeur en milliards USD 20188
Cacao et préparations à base de cacao	639
Combustibles minéraux et huiles minérales	774 289
Caoutchouc	2077
Bois et charbon de bois	15 3481
Coton	11 296
Cuivre	1709
Total des Exportations	943 491
Nom des produits importés	Valeur en milliards USD 2018
Produits chimiques divers	67853
Fer et Acier	69925
Matériaux en fer ou acier	76481
Machines, appareils mécaniques, réacteurs nucléaires et chaudières	144786
Machines et équipements électriques et leurs pièces ; enregistreurs et reproducteurs de sons, télévision...	226764
Véhicules autres que le matériel roulant de chemin de fer ou de tramway, et leurs pièces et accessoires	59255
Total des importations	645064

3.3. Place de l'agriculture dans la relation sino-camerounaise

Le Cameroun est un grand importateur de produits alimentaires comme les céréales, le maïs et le riz et consacre 26 % de son PIB au secteur agricole, malgré le fait que ce soit en quantités insuffisantes. Faute de production industrielle locale, « le marché camerounais est inondé par des importations massives de céréales. A titre d'exemple, entre 2015 et 2017, les importations de riz au Cameroun ont atteint le chiffre record d'un milliard de dollars. Par ailleurs, chaque année, environ 2 milliards de dollars sont dépensés pour l'importation des céréales ».

D'où l'importance de mettre l'accent sur l'apprentissage de nouvelles techniques agricoles par les jeunes camerounais. A ce titre, l'apport de la Chine est très appréciable car elle dispose d'une immense expérience dans le domaine agricole qu'elle peut partager avec le Cameroun notamment dans la formation des jeunes.

A titre d'exemple, le projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA) est un projet tripartite impliquant la Chinese Academy of Agricultural Sciences (CAAS), la Banque mondiale et le Gouvernement du Cameroun (MINADER). Le financement total sur la période 2014-2018, était évalué à près de 266 millions \$ dont, l'EXIMBANK a contribué à hauteur de 100 millions. L'objectif affiché du PIDMA est l'amélioration de la productivité et la compétitivité des filières maïs, sorgho et l'amidon de manioc, produits très demandés sur le marché international et notamment par la Chine pour son secteur agroalimentaire.

Le projet de Nanga-Eboko est l'un des plus anciens projets agricoles menés par la Chine au Cameroun. Il a été lancé en avril 2006 et son activité porte sur la culture et la transformation des produits tels que le riz, le maïs et le manioc, mais aussi l'élevage des autruches, la formation et la recherche. À ce jour, environ 10 000 camerounais ont été employés à mi-temps et plusieurs variétés de riz ont été expérimentées avec succès. Le projet va s'étendre à plusieurs autres localités du Cameroun, notamment à Mbandjock, Njoré et Santchou. L'apport des formateurs chinois permet à plusieurs jeunes camerounais de se familiariser et de maîtriser les techniques agricoles avancées, dans le but d'améliorer la production de produits vivriers.

Les données du China Africa Research Initiative (CARI), place le Cameroun comme étant le premier pays où la Chine a le plus investi sur les terres agricoles en Afrique. Cette information a ravivé les tensions au sein de l'opinion publique camerounaise. Certaines personnes y voient une contrepartie pour l'ensemble des « aides » que la Chine a accordée au Cameroun. D'autres y voient la résultante d'une corruption aggravée qui gangrène l'administration. Ce qui peut expliquer cette situation, c'est l'acquisition par le groupe chinois GMG Global, et le conglomérat Sinochem, de la société camerounaise de production d'hévéas HEVECAM. Cette dernière n'est pas propriétaire, mais détentrice d'une concession foncière de très long terme. Une part non négligeable de 10 000 hectares est aussi concédée à une société rizicole dans le centre du pays.

Il y'a une vraie difficulté liée à la question foncière au Cameroun. Les législations sont devenues obsolètes au regard de la croissance de la

population et des impératifs de la politique agricole. Les concessions agricoles, sous contrôle chinois, comme celles faites à Hevecam sont nombreuses. Sans oublier des concessions faites à l'entreprise Cameroon Development Corporation (CDC), la plus grande entreprise agricole du pays ou encore à l'entreprise PHP qui produit la banane plantain dans la vallée du Moungo et dont la superficie combinée

est plus importante que celle acquise par les firmes chinoises (Linge, 2019).

Les terres réelles acquises par les entreprises chinoises en Afrique subsaharienne (milliers d'hectares), 1987-2016 sont présentées à la figure 1.

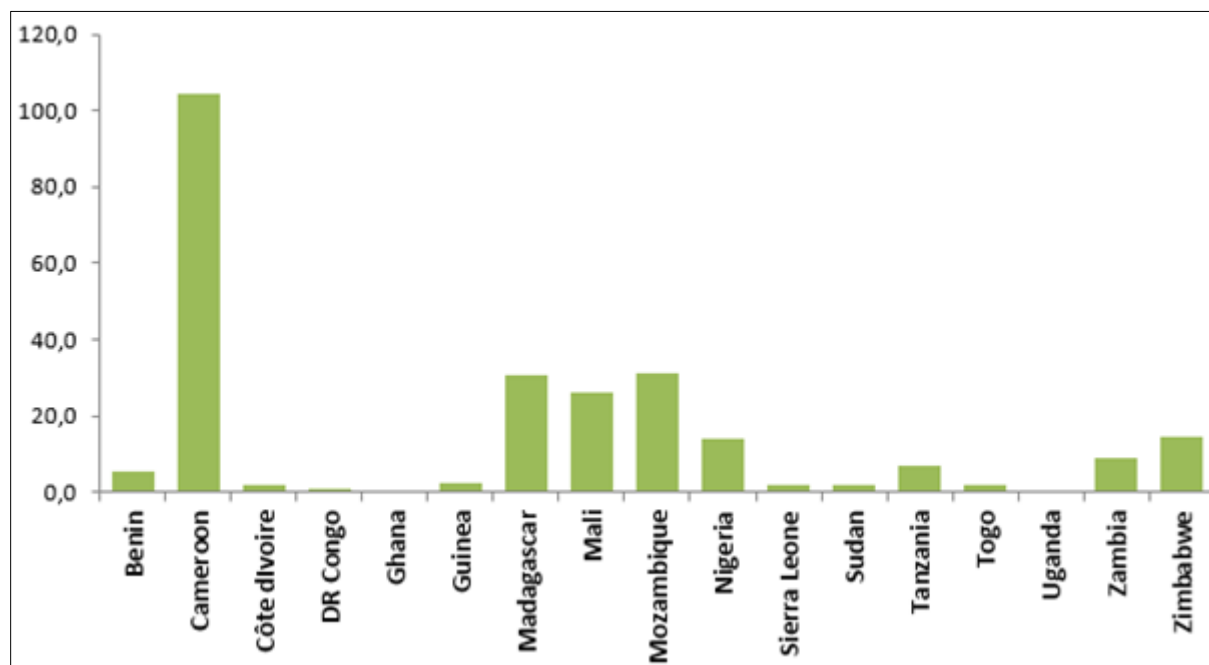


Figure 1. Terres acquises par les entreprises chinoises en Afrique subsaharienne (milliers d'hectares), 1987-2016
Source : Calcul de l'auteur à partir des données du CARI, 2018.

Plusieurs acteurs de la société civile camerounaise voudraient une réforme de la politique foncière. D'après la loi, l'Etat demeure propriétaire des terres. Cela étant, les grands groupes étrangers et même nationaux qui voudraient s'en acquérir doivent passer par un long, complexe et onéreux processus de titrisation, ou par voie de concession.

Le problème majeur de l'accès au foncier est d'autant plus préoccupant, que le Cameroun est importateur net de biens de consommation et des chiffres comme ceux évoqués par le CARI peuvent rapidement soulever de vives polémiques dans un contexte social déjà difficile.

Lors d'une interview publiée le 7 août 2019, le porte de parole de Wang Ying Wu, l'Ambassadeur de Chine au Cameroun, a indiqué que les conclusions faites par les médias camerounais ne sont pas fondées, et dénaturent les données du CARI. Selon lui, toutes les 4 terres agricoles mentionnées dans leurs reportages « soi-disant acquises par les entreprises chinoises » ne concernent que des concessions. « Concernant les trois terres pour la production d'hévéas, le conglomérat chinois Sinochem, en achetant 51% des actions du groupe GMG Global, a obtenu automatiquement une part

des projets de production d'hévéas sous contrôle des entreprises Hevecam, Sudcam et Bissiang. Il faut noter que Sinochem n'est pas le seul actionnaire, des opérateurs camerounais et internationaux ont aussi leur part dans ces projets.

Les terres agricoles de 100 000 hectares y relatives résultent d'une concession, au lieu d'un achat. Selon l'avancement des projets, les entreprises ont fait des contrats de bail à long et/ou à court terme. Tous les contrats sont en conformité avec la réglementation camerounaise. Les actionnaires de ces projets, y compris l'entreprise chinoise, ne sont pas propriétaires, mais détenteurs d'une concession foncière », a-t-il précisé selon MGUE (2019).

Ensuite, pour une part non négligeable de 100 hectares, plutôt que 10 000 hectares comme évoqué dans certains médias locaux, est destinée au projet de coopération technique du Centre d'application des Technologies Agricoles du Cameroun (CATAC), un projet de coopération bilatérale financé par l'aide chinoise sans contrepartie. S'agissant de cette terre de 100 hectares, l'entreprise chinoise chargée de l'exécution du projet ne l'a ni achetée, ni louée, le gouvernement camerounais demeure toujours propriétaire. Sauf les

cas susmentionnés, pour lui : « *il est rare que les firmes chinoises exploitent les terres agricoles par achat ou concession au Cameroun* ».

3.4. Centre d'application des technologies agricoles (CATA)

Le Cameroun est résolument tourné vers l'expérience de l'agriculture de seconde génération dans le but d'amplifier sa production agricole. Ce faisant, le CATA est situé à environ 170 km au Nord-est de la capitale de Yaoundé, sur une vaste plantation qui longe le fleuve Sanaga, cette infrastructure dispose d'une série de nouveaux bâtiments qui suscitent une profonde curiosité. C'est en janvier 2008 que les dirigeants chinois et camerounais ont signé un protocole d'accord sur la construction de ce centre pilote dédié aux techniques agricoles au Cameroun. Ce grand centre d'agriculture a été réceptionné par le gouvernement camerounais le 17 juillet 2013, pour une somme totale d'environ 60 millions de dollars, financée entièrement par le gouvernement chinois.

Le CATA s'étend sur 100 hectares et abrite des bâtiments administratifs, salles de classe pour la formation, laboratoires et surtout des terres aménagées devant servir à expérimenter la culture du riz irrigué. Le transfert de technologies agricoles avancées grâce à cet établissement va favoriser une meilleure production de riz au Cameroun. À terme, l'objectif du CATA est de conduire les travaux de recherche et d'expérimentation agricole pour les cultures du riz, maïs et manioc. Il est également question de favoriser le transfert de compétences et vulgariser l'usage des machines. Enfin, c'est un centre pour l'expérimentation et la sélection des variétés de cultures, la formation des techniciens et la vulgarisation des technologies agricoles.

Le CATA est un « *fruit de la coopération sino-camerounaise et, sera une plateforme parfaite qui permettra de mettre son expertise au service du peuple camerounais désireux d'exploiter le potentiel agricole du pays* », selon Wang Jianjun, Directeur du CATA.

Formateurs chinois

La plupart des paysans camerounais cultivent à la force de leurs bras. Avec des méthodes essentiellement archaïques, ceux-ci scrutent le ciel pour implorer les pluies qui arroseront les petites plantations qu'ils ont pu créer au milieu d'une forêt. Les tracteurs et autres machines agricoles sont une curiosité et relèvent même du luxe. La récolte réussit à peine à subvenir aux besoins de la famille.

Pour enrayer cette insuffisance de la production locale des denrées alimentaires, la Chine a décidé d'apporter les moyens supplémentaires notamment des experts, un meilleur suivi et la volonté de rentabiliser ces centres de démonstration agricoles.

Rappelons que l'agriculture occupe une place prépondérante dans les échanges bilatéraux sino-camerounais. Ainsi, la Chine est un acteur incontournable au projet d'agriculture de seconde génération au Cameroun. Le CATA, en tant que structure agricole financée par la Chine, est un exemple d'une volonté manifeste du transfert de technologies avec le Cameroun (Essomba, 2019).

3.5. Investissements dans les filières cacao et hévéa au Cameroun

Au Cameroun, les investissements chinois concernent souvent les filières bois, coton, cacao et hévéa. Dans le cadre de cette étude, la réflexion est consacrée à la filière cacao et hévéa compte tenu de son importance socioéconomique.

Importance de la filière cacao

Selon les données du Ministère de l'Agriculture, le cacao fait notamment vivre plus de 2 millions de personnes au Cameroun et génère chaque année 25,1 milliards de FCFA de recettes fiscales directes et indirectes.

Le financement de 50 milliards de FCFA de l'Etat dans les filières cacao-café intervient au moment où le Cameroun multiplie davantage d'initiatives depuis plus de dix ans dans le but de redynamiser la filière cacao. Des initiatives marquées parfois par plusieurs échecs, notamment le Plan de relance des filières cacao-café, adopté par le gouvernement en 2014, et qui n'a pas permis au pays d'atteindre les objectifs de production de 600 000 tonnes de fèves de cacao. En 2019, par exemple, la production cacaoyère a culminé à seulement 365 000 tonnes, selon les statistiques officielles. « *Les subventions données dans le cadre du guichet producteurs ne se font pas en numéraire. C'est la conversion d'une dotation publique en faveur du producteur, mais à travers des intrants agricoles, fertilisants et autres besoins de production exprimés par les producteurs eux-mêmes* » précise l'Administrateur du Fodecc (Djoté, 2021).

Il convient de souligner que les planteurs vendent leur récolte principalement à des intermédiaires appelés « cassiers » ou « coxeurs » qui travaillent en indépendants ou coopération avec de gros acheteurs (Abbott, 2013). Plus de 80 % du marché camerounais d'exportation est dominé par trois grandes multinationales : *Telcar/Cargill*, *Olam* (y compris *ADM*) et *Sic Cacaos/Barry Callebaut*. Seuls 15 % environ des fèves de cacao sont traitées au Cameroun. Sur ces 32 000 tonnes environ qui sont traitées localement, seuls 31 tonnes sont transformées par des artisans locaux en poudre et en beurre de cacao et parfois en produits cosmétiques. Malgré qu'il soit encore faible, ce marché a triplé entre 2013 et 2014.

D'ici 2025, le Fonds de développement des filières cacao-café (Foddec) a l'ambition de produire 3,3 millions de cabosses certifiées, afin de porter la production nationale de 300 000 tonnes actuelles à 450 000 tonnes de cacao.

Pour y parvenir, la structure vient de publier un plan d'actions qui inclut la distribution de 89 millions de plants certifiés. Il faudra également régénérer 41 250 hectares de plantations ; créer 33 000 hectares de nouvelles plantations ; réhabiliter 100 000 hectares du vieux verger par recepage simple ou recepage/greffage sans oublier la reconversion génétique. Bien plus encore, il faudra former 6 000 producteurs directs et 12 000 producteurs indirects sur les bonnes pratiques agricoles.

L'objectif du Foddec est d'augmenter le rendement de 0,4 à 0,9 tonne par hectares ; une production de 100 000 tonnes de cacao de qualité supérieure et une contribution de 22 pourcent à la production nationale à l'horizon 2025. Pour atteindre ces résultats non exhaustifs, le Foddec, en synergie avec le budget d'investissement public, entend mobiliser 25 milliards de FCFA dans le cadre du Projet d'appui au développement du Cacao (Pad-Cacao) sur cinq ans (S.A, 2020).

Spécificités de la filière cacao camerounaise

Les fèves de cacao du Cameroun diffèrent des autres fèves en provenance de l'Afrique de l'Ouest. Elles sont plus foncées, plus rougeâtres et ont une saveur particulière que les firmes occidentales de transformation du cacao semblent préférer (UNCTAD, 2008). Toutefois, la qualité des fèves camerounaises est jugée moyenne en raison des conditions climatiques difficiles (forte pluviométrie) et de mauvaises pratiques après la récolte comme les fours de séchage qui sont souvent défectueux (Agritrade, 2013).

Le secteur camerounais du cacao est entièrement libéralisé, et le cours mondial influence directement les prix aux producteurs. Étant donné sa qualité inférieure, le cacao camerounais se négocie sur les marchés mondiaux avec une décote d'environ 100 dollars \$ par tonne en comparaison à d'autres fèves africaines comme celles du Ghana (UNCTAD, 2010).

Certains groupements de producteurs organisent pendant les récoltes des ventes aux enchères dans leurs bureaux où ils invitent les grands acheteurs (UNCTAD, 2010). Cependant, la majorité des cacaoculteurs non regroupés négocient leurs prix directement et celui-ci dépend du pouvoir de négociation du vendeur par rapport à l'acheteur. Mais le fait est que, les cacaoculteurs sont plus souvent obligés d'accepter les prix qui leurs sont proposés (Fule, 2014).

Filière hévéa au Cameroun

Plusieurs firmes chinoises sont présentes au Cameroun. La plus importante concerne les plantations d'hévéa rachetée lors des privatisations en 1996 par la société GMG qui a elle-même été rachetée par SINO CHEM (entreprise publique basée à Shanghai) en 2008. Les autres acteurs privés dans le secteur agricole sont de taille beaucoup plus modeste.

L'hévéa est l'arbre qui produit le caoutchouc, et sa culture intensive participe à la déforestation du Bassin du Congo ; ce qui explique le fait que la société Sud Cameroun Hévéa filiale de Halcyon Agri soit accusée de menacer la réserve du Dja, classée au patrimoine mondial de l'Unesco depuis les années 1980.

Selon l'ONG Greenpeace, près de 10 000 hectares de forêt ont été rasées en huit ans, y compris l'accaparement des terres et l'expropriation des populations autochtones pygmées sans indemnisation. Dans le Sud du Cameroun, la société exploite une concession de plus de 100 000 hectares de terres. Par ailleurs, les populations locales n'ont pas été informées du projet de concession et leur consentement n'a pas été requis avant toute exploitation. Enfin, l'entreprise Sud Cameroun Hévéa a bénéficié de facilités fiscales pendant dix ans ou encore d'une liberté d'étendre la superficie de son exploitation malgré le fait qu'elle n'a pas réalisé d'études d'impact environnemental.

Autonomisation des producteurs ruraux d'Hévéa

La firme Corrie MacColl, maison-mère d'Hévéa Cameroun (Hevecam), a annoncé, mardi 1^{er} juin 2021, le lancement de son programme de sous-traitance au Cameroun, qui permettra l'autonomisation de 13 000 petits agriculteurs, à travers des formations. Le coût de l'investissement est de 28 millions de dollars (environ 15 milliards FCFA) pour que les bénéficiaires puissent développer 27 000 hectares de fermes multicultures autour d'une culture d'hévéa entièrement traçable.

Ce programme de 15 ans va garantir la sécurité alimentaire et des revenus aux populations rurales, en augmentant les rendements des terres agricoles dégradées ou à faible rendement. Les cultures de rente fourniront 139 millions de dollars (74,59 milliards FCFA) de revenus agricoles totaux aux agriculteurs pour soutenir les moyens de subsistance et les besoins en fonds de roulement jusqu'à ce que le caoutchouc planté au cours du programme génère 38 millions de dollars (20,39 milliards FCFA) de revenus annuels supplémentaires (Andzongo, 2021).

Lee Chestnutt, PDG de Corrie MacColl Plantations, affirme : « *Nous sommes fiers d'avoir participé à un programme de cette envergure où nous avons l'opportunité de soutenir les populations rurales camerounaises dans leurs aspirations à devenir propriétaires d'entreprise. En cas de succès au Cameroun, le même modèle peut être déployé dans l'ensemble de l'écosystème d'entreprises Halcyon [maison-mère de Corrie MacColl, Ndlr]* ».

Selon *Investir au Cameroun*, cet investissement de Corrie MacColl est un atout pour la filière de l'hévéa camerounais qui a connu des difficultés en 2020. Durant cette année-là, la société Hevecam, filiale du groupe britannique Corrie MacColl spécialisée dans la production du caoutchouc, a procédé à de nombreux licenciements du fait de la crise sanitaire. Plus de 1000 employés ont été remerciés, pour des « *raisons économiques* », sur un effectif total de 5945 personnes. La majorité des personnes licenciées travaillait dans les champs d'hévéa, mais aussi parmi eux, on dénombrait le personnel administratif, y compris des traducteurs.

4. CONCLUSION

Depuis plusieurs années, la Chine s'est toujours intéressée à la filière agricole camerounaise y compris ces multiples acteurs privés et publics. Ce qui a suscité beaucoup d'attentes auprès des populations locales, mais aussi de questionner la volonté chinoise sur le sujet. Depuis la création de la SASAC en 2003, les firmes publiques illustrées par leurs filiales à l'étranger investissent de plus en plus de façon directe sans recourir à l'aide au développement chinoise, mais en développant des stratégies commerciales et financières identiques à des sociétés occidentales.

Toutefois, l'existence d'une verticalité entre les firmes chinoises et le pouvoir central, où influences économiques et politiques gouvernementales se mélangent complexifient davantage la situation. A titre d'exemple, le président de la SASAC est souvent un membre du Comité central du Parti communiste chinois.

Les investissements chinois (GMG Global, SINOCHEM) dans les filières agricoles camerounaises illustrent l'internationalisation des entreprises à capitaux publics chinoises, et leurs objectifs commerciaux. Entre ouverture, protectionnisme et stratégies étatiques, ces firmes chinoises et camerounaises développent, délibérément ou non, une politique de sécurisation et d'accès aux produits alimentaires. Toujours, est-il qu'en investissant, ils exécutent une partie des prérogatives du pouvoir central, à savoir exercer une influence croissante sur les marchés agricoles africains notamment au Cameroun.

Les recommandations économiques et politiques prises en faveur du développement du secteur agricole sont souvent appliquées. L'agriculture et la sécurité alimentaire sont une priorité de la « coopération économique » sino-africaine telle qu'évoquée lors des derniers FOAC.

L'une des dispositions du forum Chine-Afrique, stipule que « la Chine encouragera et soutiendra l'investissement des firmes chinoises dans le domaine agricole en Afrique ». Cela dit, les investissements chinois (GMG Global, SINOCHEM) dans les filières agricoles camerounaises peuvent être perçus comme des investissements stratégiques ou à la recherche de ressources (Gelb, 2005).

Le problème majeur des sociétés chinoises dans les filières agricoles au Cameroun se situe dans l'analyse de la finalité de leurs stratégies. En d'autres termes, ont-elles une vocation purement commerciale ou sont-elles dictées par le pouvoir central ? Compte tenu, du rééquilibrage économique de la Chine, la réponse est que les firmes chinoises qui ont investi au Cameroun sont avant tout motivées par faire du profit de manière durable. De ce fait, parviendront-elles à enrayer les difficultés que rencontrent les filières agricoles camerounaises, notamment le vieillissement des agriculteurs, les faibles niveaux d'efficacité technique, le manque de subventions gouvernementales et de programmes de crédit.

A travers le Fodecc, le Cameroun se donne 5 nouvelles années pour cette fois-ci dépasser l'objectif de 600 000 tonnes annuelles (640 000 tonnes de cacao d'ici 2025, d'après la stratégie nationale de développement 20-30). Le pays devra fournir plus d'effort sur le plan financier. En effet, cet objectif doit s'articuler autour de l'accroissement du financement de la recherche, la production et la distribution à grande échelle des plants produits à partir des semences améliorées, le traitement intégral du verger cacao-café, ainsi que la création de nouvelles et grandes plantations.

Références

- Abbott P., 2013. *Filières cacao et coton en Afrique de l'Ouest : Rôles des politiques et des institutions dans l'intégration des petits agriculteurs aux systèmes des marchés*, Dans : *Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest*, A. Elbehri (ed.), FAO/FIDA <http://www.fao.org/3/i32222f/i32222f08.pdf>
- AgriTrade, 2013. *Le commerce ACP : analysé et décrypté*. Note de synthèse, mis à jour Octobre. <http://agriTrade.cta.int/fr/content/download/233840/2808692/file/84aaf3cf8e601ef5869fff920213c7cf.pdf>
- Andzongo S., 2021. *Cameroun : Corrie Maccoll veut investir 28 millions de dollars dans l'autonomisation de 13 000 producteurs ruraux d'hévéa* [en ligne]. Disponible sur. <https://www.agenceecofin.com/hevea/0206-88783->

[cameroun-corrie-maccoll-veut-investir-28-millions-dans-l-autonomisation-de-13-000-producteurs-ruraux-d-hevea](#)

Aurégan X., 2017. Les investissements publics chinois dans les filières agricoles ivoiriennes. *Cahiers Agricoles*, 26, 15003.

Chaponnière J.-R., 2011. *Les investissements agricoles de la Chine : une source d'inquiétude ? Afrique contemporaine*, 237: 71–83. doi:10.3917/afco.237.0071.

CIRAD, 2014. *Etudes sur les interventions chinoises en Afrique de l'Ouest et australe dans le secteur agricole. Les cas de l'Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Mali et Mozambique*, Convention AFD-CIRAD n° PSP/APR 2013-010. Cette étude a été coordonnée par Jean-Jacques Gabas. [En ligne]. Décembre, https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/rapport_etude_afd-cirad_chine_afrique.pdf

Djoté J. R., 2021. *Sur 5 ans le Cameroun va affecter 50 milliards de F CFA au financement des filières cacao-café*, 19 Mars, Disponible [En ligne]. <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/1903-16123-sur-5-ans-le-cameroun-va-affecter-50-milliards-de-fcfa-au-financement-des-filieres-cacao-cafe>

Direction Générale Trésor, 2018. *La Chine premier partenaire économique du Cameroun, est également son premier créancier*. [En ligne]. Paris, 04 Octobre. Disponible sur <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/10/04/la-chine-premier-partenaire-economique-du-cameroun-est-egalement-son-premier-creancier>.

Eka F., 2021. The Development of Chinese Investments in Central African Countries Exceed that of France. *SAJSSE*, 11(1), 13-25. <https://www.journalsajsse.com/index.php/SAJSSE/article/view/30274>

Eka F., 2021. IDE chinois et croissance des pays d'Afrique sub-saharienne : Approche par la MMG en données de panel, *Revue Economie, Gestion et Société*, 1, 25, 19. <https://revues.imist.ma/index.php/REGS/article/view/22422/12031>

Essomba F., 2019. *Une école au service de l'agriculture*. [En ligne]. Yaoundé, 19juin. Disponible sur http://www.chinafricque.com/Homepage/201906/t20190619_800171122.html

Fule, B. 2014. *Small-scale versus large-scale cocoa farming in Cameroon. Which farm type is more ready for the future?* Master of Science Thesis. Swedish University of Agricultural Sciences, Uppsala, Sweden https://stud.epsilon.slu.se/6438/1/Fule_CB_140218.pdf

Gelb S., 2005. South–South investment: the case of Africa. Africa in the world economy–The National, Regional and International Challenges Fondad. *La Hague*, p. 200–205. Disponible sur www.fondad.org.

Linge I., 2019. *Cameroun : les vrais chiffres de la présence chinoise sur les terres agricoles*, 3 août, [En ligne].

<https://www.agenceecofin.com/gouvernance/0308-68306-cameroun-les-vrais-chiffres-de-la-presence-chinoise-sur-des-terres-agricoles>.

MGUE M., 2019. *Coopération sino-camerounaise : les explications de la Chine sur les acquisitions camerounaises*. [En ligne]. Yaoundé, 16 août. Disponible sur

<https://www.agencecamerounpresse.com/international/coop%C3%A9ration-sino-camerounaise-les-explications-de-la-chine-sur-ses-acquisitions-au-cameroun.html>

OCDE, 2008a. *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux* [en ligne]. 4^{ed}. Paris : Organisation de coopération et de développement économique, 288 p. <http://www.oecd.org/fr/industrie/inv/statistiquesetanalyse/sdelinvestissement/40632182.pdf>.

OCDE, 2008b. *Recommandation du cas sur le déliement de l'aide*. Paris : OCDE, 16p. <http://www.oecd.org/fr/cad/41708406.pdf>.

Pairault T., 2013. Les entreprises chinoises sous la tutelle directe du gouvernement illustrées par leur investissement en Afrique. *Revue de la régulation*, 13 | 1er semestre <http://regulation.revues.org/10195>

Richet X. 2013. *Internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies* [en ligne]. In : Séminaire BRICS, UP3 université Sorbonne nouvelle, 21 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00796197>

SASAC, 2014. *Liste des entreprises centrales* [en ligne]. Pékin, RPC. <http://www.sasac.gov.cn/n1180/n1226/n2425/>

S.A., 2020. *Cameroun : le fonds de développement des filières cacao et café veut produire 3,3 millions de cabosses certifiées d'ici à 2025*. <https://www.agenceecofin.com/cacao/0409-79835-cameroun-le-fonds-de-developpement-des-filieres-cacao-cafe-veut-produire-3-3-millions-de-cabosses-certifiees-d-ici-2025>

UNCTAD Secretariat, 2008. *Cocoa Study: Industry Structures and Competition*.

World Bank, 2001. *Building Coalitions for Effective Development Finance*, Global Development Finance, Washington, DC.